

KH. G. RAKOVSKY, KOSSIOR, M. N. OKOUDJAVA

DÉCLARATION AU COMITÉ CENTRAL ET A LA COMMISSION CENTRALE DE
CONTROLE

22 août 1929

La réaction de l'Opposition à la capitulation des trois [Radek, Préobrajenski et Smilga, 10.07.1929].
Publiée dans le n° 6 des Cahiers Léon Trotsky, avec une introduction [□] de P. Broué, présentant le
contexte de cette déclaration.

Depuis le XVème congrès, qui a décidé de nous exclure du parti, il s'est produit des événements
considérables qui ont provoqué un regroupement des forces dans le pays et à l'intérieur du parti.

Les plus importants de ces événements sont :

- une offensive ouverte menée par une partie de la classe paysanne contre la dictature prolétarienne,
- la formation dans le parti d'un courant de droite qui se propose de faire des concessions aux
koulaks et au commerce privé,
- les décisions prises par la 16ème conférence du parti pour les mesures à prendre pour surmonter le
danger capitaliste en accélérant l'édification industrielle, le développement des kolkhozes et des
sovkhozes, la lutte contre le koulak et le danger de droite [1].

La nouvelle édification socialiste commence dans des circonstances difficiles. Elles résultent en
partie d'un certain retard dans le rythme de l'édification qui a permis aux koulaks et aux nepmen de
se mobiliser. Cette édification commence donc dans un contexte de décomposition très avancée de
l'appareil de l'Etat, des syndicats et du parti, de désaccords au sein de la classe paysanne moyenne et
partiellement des paysans pauvres, – tandis que la classe ouvrière n'y est pas préparée et qu'elle est
prise à l'improviste par la rationalisation et la hausse des prix des objets de première nécessité et
leur pénurie. Cette situation est compliquée encore par des divergences idéologiques profondes à
l'intérieur du parti dont un secteur, la droite déclarée, considère avec méfiance la nouvelle
édification socialiste et attend de son échec le triomphe de ses propositions, cependant qu'un autre
secteur, plus considérable encore, fait obstacle à l'édification en pratique, tout en la préconisant en
paroles.

Ces difficultés intérieures sont renforcées par une situation internationale de moins en moins
favorable.

Les nationalistes réactionnaires de Chine, par une opération de banditisme, se sont emparés du
chemin de fer de Chine orientale [2] : les provocations qui ont suivi nous montrent un réveil de la
politique d'intervention de l'impérialisme international avec la collaboration active de la social-
démocratie internationale, ouvertement devenue un parti petit-bourgeois et qui entraîne encore à sa
suite des millions d'ouvriers égarés.

Ce serait une illusion des plus nuisibles que de croire que ces difficultés seront surmontées à bref
délai. Elles proviennent d'un antagonisme qui s'accroît et s'approfondit inéluctablement entre notre
production socialiste et le capital international, en pleine décomposition, mais qui tient encore
solidement le pouvoir politique, et elles ne seront levées que par la victoire de la révolution
socialiste internationale. Jusqu'à ce moment-là et avec de brefs intervalles de répit, cet antagonisme
ne cessera de s'aggraver.

L'élimination du dissentiment sérieux qui existe entre les États impérialistes sur la question des
réparations contribuera à la constitution d'un front financier uni contre l'U.R.S.S. et l'on essaiera de
faire porter sur nous une partie au moins de ces réparations.

Chaque étape nouvelle dans la réalisation du Plan quinquennal renouvellera, dans une certaine mesure, à une échelle plus grande encore, les difficultés politiques et économiques de la précédente. La réalisation du Plan quinquennal exigera la mobilisation d'immenses ressources financières, chaque année plus importantes, et dont une partie – par exemple, les sommes assignées à la création de sovkhoses – constituera forcément, tant qu'elle ne sera pas rentable, une subvention d'État sous la forme la plus pure.

La mobilisation de ressources considérables exigera une tension extrême des forces productives et des capacités fiscales des masses ouvrières et paysannes – ou un accroissement excessif des émissions d'État qui créerait le danger d'inflation et de hausse du coût de la vie.

L'acquisition d'un outillage étranger exigera le développement maximal de l'exportation, souvent au détriment de la consommation intérieure, et le résultat en sera encore une augmentation du coût de la vie, ainsi qu'une baisse du salaire réel. À côté de ces conséquences, pratiquement inévitables dans les conditions où nous sommes, en pleine édification socialiste, celle-ci provoquera et provoque déjà une résistance furieuse de toute la petite bourgeoisie, en particulier des koulaks qui, objectivement, s'appuient sur l'encerclement capitaliste international.

Le parti du prolétariat est appelé à traverser une phase de cruelles luttes de classes.

La place des bolcheviks-léninistes en lutte pour surmonter les difficultés présentes et futures dans la voie de l'édification socialiste, est prédéterminée par tout leur passé.

Nous estimons que la lutte pour la réalisation du Plan quinquennal constitue, après la guerre civile, l'engagement le plus sérieux qui ait eu lieu entre le parti communiste et le prolétariat derrière lui, ainsi que les paysans pauvres, d'un côté, et le capitalisme qui relève la tête, de l'autre. C'est de l'issue de cette lutte que dépendra peut-être le sort des conquêtes de la révolution d'Octobre. La réalisation des plans établis fortifiera considérablement les positions du prolétariat dans la lutte contre l'ennemi qui nous encercle du dehors et du dedans. L'échec de ces plans ouvrirait la voie à un courant de droite dont la politique, appliquée avec toutes ses conséquences, amènerait la restauration du capitalisme et la chute de la dictature du prolétariat.

Nous estimons en même temps que le Plan quinquennal constitue l'étape la plus importante dans le développement de la lutte de classes par le renforcement de la dictature prolétarienne, à condition toutefois que la réalisation de ce plan soit entourée de garanties assurant la collaboration étroite du prolétariat et des paysans pauvres, sous la direction du parti communiste.

Avec la majorité du parti, nous reconnaissons que le *danger de droite*, à l'intérieur du parti, constitue une *menace directe et immédiate* pour l'édification socialiste. Nous estimons en outre que le courant de droite ne se trouve pas seulement dans les quelques centaines ou au plus les quelques milliers d'individus qui ont défendu de façon suivie les idées de la droite. Ce danger n'est pas non plus seulement dans les erreurs et les abus quotidiennement dénoncés par les journaux à la rubrique " Le Danger de droite dans la pratique ", erreurs et abus commis par des membres du parti qui se considèrent comme partisans du comité central et qui votent toutes ses résolutions, même celles qui sont dirigées contre la droite.

Le danger de droite, qui s'est subitement manifesté avec tant de violence dans le parti, a des causes plus profondes et un passé plus lointain. Les racines idéologiques du danger de droite dans le parti sont dissimulées sous des théories fausses, comme, par exemple, celle de la transformation automatique de la petite économie privée paysanne en économie socialiste (" l'intégration du koulak dans le socialisme "), celle du développement ininterrompu et sans conflit de l'économie socialiste comme celle des gens qui semblent ignorer la différenciation de classe dans nos campagnes (" le village réduit à une classe moyenne "), toutes théories qui se sont répandues à l'intérieur du parti du fait de l'influence prolongée qu'y a exercée la droite. La base sociale du danger de droite dans le parti est constituée par des éléments petits-bourgeois qui ont apporté une idéologie hostile au prolétariat et par une certaine couche bureaucratifiée de communistes qui ont perdu toute préoccupation idéologique et pour lesquels la carte du parti est un moyen d'assurer leur bien-être

personnel et leur carrière. Ces éléments ont été et sont encore les conducteurs de l'influence, sur le parti, des éléments petits-bourgeois qui l'encerclent.

La lutte contre le danger de droite dans le parti ne peut être effective qu'à la condition qu'il y ait une épuration visant ces éléments et qu'en opposant le léninisme aux fausses théories de la droite.

Les procédés actuellement employés dans la lutte contre le danger de droite n'atteignent pas leur but. Ils empêchent la manifestation de ce danger et s'opposent à la différenciation dans le parti entre les partisans véritables du Plan quinquennal et ses adversaires, déclarés ou dissimulés.

On ne peut entraîner les masses prolétariennes et l'ensemble des travailleurs dans la lutte pour la réalisation du Plan quinquennal d'industrialisation qu'à la condition d'améliorer sans cesse leurs conditions matérielles.

Le rythme de l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière prévu par le Plan quinquennal est *théorique*. Le rythme de la hausse des salaires tel qu'il avait été prévu dans le Plan quinquennal a été annulé, dès la première année de sa réalisation, par la montée des prix des objets de première nécessité et par l'augmentation des impositions officielles ainsi que des contributions volontaires, directes ou indirectes, qui pèsent toutes sur la classe ouvrière.

Avec le parti, nous reconnaissons la nécessité de lutter pour la discipline du travail, pour combattre un certain état d'esprit corporatif et trade-unioniste qui se manifeste chez les ouvriers : nous reconnaissons aussi la nécessité de mettre un terme aux tentatives des éléments hostiles à la dictature prolétarienne qui essaient de tirer parti du mécontentement des ouvriers pour servir leurs fins contre-révolutionnaires.

En même temps, nous estimons que les procédés bureaucratiques de rationalisation de la production dans lesquels il n'est tenu compte ni des forces physiques ni de la qualification des ouvriers, ni de l'état de l'outillage de nos fabriques et de nos usines, procédés appliqués par des directions d'usines ultra-bureaucratiques et qui reprennent, pour augmenter la discipline du travail, des méthodes anciennes rejetées par la révolution d'Octobre, *tendent à détacher la classe ouvrière du parti et du pouvoir soviétique et menacent de conduire à l'échec l'édification socialiste elle-même.*

Avec la majorité du parti, nous reconnaissons que l'édification socialiste, par le moyen des kolkhozes et des sovkhoses, peut effectivement permettre de venir à bout du capitalisme agraire et d'introduire profondément dans la vie des campagnes une forme socialiste de production. Avec le parti, nous reconnaissons également que, tout en s'en tenant rigoureusement à la formule de Lénine – s'appuyer sur les paysans pauvres et consolider l'alliance avec les paysans moyens, lesquels, dans notre pays d'agriculture, resteront longtemps encore un facteur économique et politique d'importance, aider le paysan moyen à améliorer son exploitation sur une base technique plus large – nous reconnaissons, disons-nous, qu'à cet égard la tâche principale et fondamentale doit être d'amener le paysan, progressivement, mais avec persévérance, à l'exploitation collective, la seule qui constitue une base solide pour l'édification de l'économie socialiste, pour la suppression des classes et l'élimination des contradictions entre la ville et la campagne.

En même temps, nous estimons que le nouveau plan d'édification de kolkhozes ne remplira sa tâche socialiste qu'à condition que l'on remédie aux erreurs du passé, car, trop souvent, les kolkhozes ont permis aux paysans pauvres de devenir des paysans moyens et aux paysans moyens de devenir des koulaks au moyen des subventions gouvernementales.

Nous estimons que si l'on admet les koulaks dans les kolkhozes, on y introduit un élément de décomposition et on tente ainsi d'appliquer la théorie fautive de l'intégration du koulak dans le socialisme.

Le koulak essaie de nouveau, comme pendant la guerre civile, de renverser la dictature prolétarienne, mais les circonstances lui sont cette fois plus favorables.

La catégorie des koulaks constitue une couche rurale peu nombreuse, mais très dense, enrichie d'une certaine expérience politique et disposant d'une quantité considérable d'excédents de céréales

négociables, ainsi que de moyens de production – ce qui assure son influence sur une partie des paysans de condition moyenne et même pauvre. La catégorie des koulaks fait un calcul qu'elle n'aurait pu faire pendant la guerre civile : elle compte maintenant, non seulement sur certaines parties de l'appareil des soviets qu'elle a eu le temps de corrompre et de soumettre, mais sur le courant de droite dans le parti qui a ses représentants jusque dans le comité central.

Nous estimons que le problème posé à la 16ème conférence d'une *lutte contre l'invasion des koulaks ne peut être effectivement résolu que par l'organisation des unions locales de paysans pauvres* qui, seules, seront en état de mobiliser les larges masses des campagnes, qui, seules, créeront une base politique pour le paysan moyen dérouté, qui, enfin, garantiront une ligne juste dans l'édification des entreprises collectives et empêcheront les koulaks de se livrer à nouveau au stockage du blé.

Certains craignent que les unions locales de paysans pauvres ne rejettent le paysan moyen dans le clan des koulaks. Or, bien au contraire, l'existence d'organisations de paysans pauvres seule peut soustraire le paysan moyen à la tutelle politique des koulaks.

Certains craignent aussi que ces unions ne deviennent dans leur genre quelque chose comme des unions paysannes socialistes-révolutionnaires : cette crainte repose sur un malentendu, dans la mesure où les socialistes-révolutionnaires, de droite ou de gauche, réclamaient l'organisation de toute la classe paysanne et pas seulement des paysans pauvres ; en outre, cet argument a été réfuté par l'expérience ukrainienne [3].

Pour créer une base politique solide dans les campagnes, la politique du parti prendra, dans sa lutte contre le capitalisme agraire, un caractère méthodique et stable : elle évitera d'admettre des fluctuations, d'une mesure administrative à une autre, d'un extrême à l'autre, avec toutes les conséquences négatives et les reculs que cela comporte, mesures qui proviennent du désir subjectif d'aider le paysan moyen et qui, en fait, fortifient le koulak. C'est ainsi par exemple que, d'après une loi récente sur l'impôt en nature, une bonne partie des exploitations des paysans riches échappent à l'imposition individuelle, alors que, sans aucun doute, depuis deux ans, avec les prix élevés atteints par les produits agricoles sur le marché libre, le revenu du paysan riche, du propriétaire privé, a une part beaucoup plus importante dans le revenu national.

Avec le parti, nous reconnaissons qu'une lutte décisive et implacable contre la bureaucratie qui s'est fortement développée et contre ses méthodes d'organisation est une tâche très importante et de toute urgence.

L'entretien d'un immense appareil gouvernemental et syndical, ainsi que de celui du parti, pèse lourdement sur toutes les masses ouvrières aux dépens des ressources qui couvrent toutes les dépenses de l'État. Une réduction rigoureuse et sévère de tous les appareils et, parmi eux, celui du parti, est dictée expressément par des considérations primordiales tant financières que politiques. Les ressources financières limitées de notre pays arriéré sur le plan culturel et social exigent impérieusement qu'il soit mis fin à toutes les dépenses inutiles.

Un parti révolutionnaire doit tenir compte de l'expérience des révolutions européennes, en particulier de la révolution française au cours de laquelle un des moyens qui furent employés pour discréditer les gouvernements révolutionnaires – moyen démagogique, mais populaire et efficace – fut de les accuser d'être les fauteurs de la vie chère. Pourtant le bureaucratisme constitue un danger plus grand encore : c'est une véritable calamité nationale qui a été illustrée avec éclat depuis plus d'un an par les révélations de notre presse sur des scandales et abus de toutes sortes [4]. Avec le parti, nous estimons que, pour une lutte contre le bureaucratisme, il faut la collaboration active de millions d'ouvriers et de travailleurs participant au contrôle à exercer sur les actes des organes de l'État et des organisations sociales, notamment sur les organisations du parti.

C'est à cette condition seulement qu'on pourra éliminer l'esprit de rapine, la mauvaise administration, tout ce qui double ou triple le prix de l'édification : on éliminera l'irresponsabilité, les extravagances, l'arbitraire de l'appareil dont la contrepartie est l'hébétude, l'humiliation,

l'assujettissement dans lequel vivent les masses laborieuses.

Le danger de la bureaucratie, qui a enflé de façon démesurée, réside en ce qu'elle écarte peu à peu les masses laborieuses de la direction effective de l'État, des syndicats, du parti.

Lénine faisait déjà observer qu'il n'y a pas de contrôle des masses sur l'appareil si elles ne participent pas réellement et directement au gouvernement du pays.

Nous estimons que *seul un appareil reposant sur la confiance des masses*, un appareil basé sur *l'éligibilité*, sur *l'amovibilité* et sur *le respect de la légalité révolutionnaire*, peut correspondre aux intérêts des masses laborieuses et aux exigences de la dictature prolétarienne.

Dans l'encerclement capitaliste, la dictature prolétarienne se réalise par le parti communiste, avec le concours des syndicats. De toute nécessité, le parti et sa direction détiendront longtemps encore une partie considérable de l'autorité et, à titre de pouvoir *électif* et de pouvoir *amovible*, devront se trouver placés sous *le contrôle strict et la libre critique de tout le parti*. *La démocratie dans le parti*, prévue par le programme et les statuts, les décisions des congrès et plénums et en particulier la résolution de décembre 1923, cette démocratie dans le parti, basée sur l'action du parti et de la classe ouvrière, *doit être réalisée intégralement*.

Adoptant la nouvelle ligne de l'Internationale communiste dans la lutte contre le danger de droite, reconnaissant que sa tâche essentielle est la lutte contre la social-démocratie, et que, dans cette lutte, il faut s'appuyer sur toute la classe ouvrière, y compris sa partie inorganisée, nous estimons en même temps que la direction de l'I.C. n'est pas sortie de sa période de fluctuations idéologiques [5].

Nous estimons également que les méthodes bureaucratiques le plus souvent en vigueur à la direction de l'I. C. éloignent les masses ouvrières des partis communistes et s'opposent en même temps à une démarcation effective entre le communisme révolutionnaire et l'opportunisme. De façon générale, le procédé officiel employé pour déterminer les déviations conduit à des erreurs inévitables et rejette des rangs de l'I. C., en même temps que des gens qui sont incontestablement de droite, des communistes révolutionnaires. Et, en même temps, nombreux sont les opportunistes qui en profitent pour se cacher.

Nous estimons que la base de la solidarité internationale de la classe ouvrière se trouve dans un des principes du mouvement révolutionnaire prolétarien qui ont été formulés par les fondateurs du socialisme scientifique, principe qui a toujours été défendu par Lénine et qui est le suivant : *une organisation achevée de la production socialiste n'est possible qu'à l'échelle internationale*. Nous estimons également que la théorie selon laquelle serait possible une coexistence durable entre les formes socialistes et les formes capitalistes de production est en contradiction avec le marxisme et le léninisme.

Il découle de ces deux propositions que seule une victoire de la révolution socialiste dans plusieurs grands pays capitalistes constituera une situation favorable pour la stabilisation complète du régime socialiste dans notre pays [6].

Toutes les affirmations contraires, contribuant à détacher le prolétariat russe du mouvement ouvrier révolutionnaire mondial, créent des illusions très dangereuses, mènent à sous-estimer les immenses difficultés qui sont à prévoir dans l'édification socialiste et laissent ainsi le parti et le prolétariat non préparés à les surmonter.

Nous avons, dans la présente déclaration, exposé l'ensemble des questions importantes sur lesquelles l'appréciation de l'Opposition coïncide avec celle du parti, sans dissimuler au parti ni à sa direction les désaccords qui subsistent.

Le premier devoir d'un bolchevik est de soutenir, entièrement et sans condition, le parti et le comité central dans l'application des plans d'édification socialiste, en participant directement à cette édification et en aidant les organes du parti à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent sur leur route.

La marche même de la lutte de classes, son aggravation, la formation dans le parti d'un courant de

droite comportant des dangers pour la révolution prolétarienne, ont en partie supprimé les barrières qui séparaient du parti l'Opposition des bolcheviks-léninistes.

Ces circonstances nouvelles doivent amener une amélioration des rapports qui se sont créés entre l'Opposition léniniste et la direction du parti, rapports pénibles, qui ont résulté de notre action à nous dans la période où la politique de la nouvelle édification socialiste n'était qu'en formation et aussi de la répression exercée par la direction contre l'Opposition [7].

Cette aggravation a été plus sensible encore lorsque L. D. Trotsky a été expulsé d'U.R.S.S.; c'est là ce que nous considérons comme la plus grande erreur politique de la direction du parti.

Déclarant que, pour notre part, nous nous efforcerons de supprimer ce qu'il y a de pénible dans nos rapports avec la direction du parti, nous faisons appel au comité central, à la commission centrale de contrôle et à tout le parti, en leur demandant de nous faciliter notre rentrée dans le parti, en relaxant les bolcheviks-léninistes, en annulant l'application de l'article 58 aux déportés, et en rappelant d'exil L. D. Trotsky.

Nous estimons que les désaccords qui subsistent entre nous et qui seront tranchés par les faits, non seulement entrent entièrement dans le cadre du programme et des statuts du parti, mais encore constituent des réponses aux questions posées par le développement même de l'édification socialiste.

Ces dissentiments ne peuvent être une justification pour nous laisser en dehors du parti.

Nous estimons que l'existence de fractions dans les rangs des communistes, que ce soit dans le parti ou hors de ses frontières légales, est également nocive.

Elle menace le parti de scission, détruit son autorité aux yeux des masses laborieuses, ébranle les bases de la dictature prolétarienne.

Dans notre désir d'éliminer les motifs généraux qui concourent à la formation de fractions, motifs qui sont exposés dans la résolution du C. C. de décembre 1923, nous déclarons que nous sommes entièrement disposés à renoncer aux méthodes fractionnelles de lutte et à nous soumettre entièrement aux statuts et à la discipline du parti qui garantissent à chacun de ses membres le droit de défendre ses opinions communistes.

Notre réintégration dans les droits de membres du parti est exigée, selon nous, non seulement par des considérations pratiques d'utilisation des forces de milliers de communistes dévoués, partisans résolus de l'édification socialiste, mais par les intérêts politiques les plus certains du parti et de la classe ouvrière.

L'unification de tous les communistes qui se situent sur le terrain du léninisme révolutionnaire, étroitement unis par une même volonté et une commune foi dans le succès de l'édification socialiste, dans la victoire à remporter sur le danger capitaliste, suscitera dans les rangs du parti et de la classe ouvrière un nouvel afflux d'énergie révolutionnaire.

En vous adressant cette déclaration, nous sommes persuadés qu'elle sera reçue avec sympathie et soutenue par l'écrasante majorité de la masse du parti et de la classe ouvrière.

Signé : KOSSIOR, OKOUDJAVA, RAKOVSKY [8].

Saratov, le 22 août 1929.

Autres signataires [9] :

Nikolai I. Mouralov – Budu Mdivani – Lev S. Sosnovsky – Sergei I. Kavtaradzé (tous quatre au nom des détenus de l'isolateur de Chéliabinsk)

Lado Dumbadzé – Veronika S. Kasparova – Dmitri V. Vilensky-Sibiriakov – Rafail (Farbman) – Karl et Rebecca Grünstein – M. Lazko – Eleazar B. Solntsev – Boris S. Livshitz – N. Palatnikov – Nikolai V. Netchaïev – Vladimir Maliuta – Z. M. Gerdovsky – Tchuknadzé – Iou. Solntsev – N. I. Mekler – I. Rosengaus – Paulina Vinogradskaïa – M. M. Joffé – P. Perevertsev – Benia Kolondadzé

– etc.

Notes

[1] La 16ème conférence s'était tenue du 23 au 29 avril 1929 et elle avait notamment adopté rétroactivement le Plan quinquennal à partir du 1er octobre 1928.

[2] Il s'agit de la partie terminale du Transsibérien, qui traverse la Mandchourie le terme de " nationalistes réactionnaires chinois " désigne le gouvernement du Guomindang de Chang Kai-chek.

[3] Dans le cours de la révolution en Ukraine, les unions de paysans pauvres, constituées avec l'appui et l'encouragement du gouvernement dirigé par Rakovsky avaient joué un rôle décisif en faisant pencher la balance du côté des bolcheviks dans les villages.

[4] Parmi les nombreux scandales dénoncés à l'époque dans la presse soviétique, le plus spectaculaire fut sans aucun doute celui de Smolensk, découvert en mai 1928, et où les dirigeants de l'appareil du parti étaient convaincus non seulement de corruption mais d'abus de pouvoir.

[5] Cette partie de la déclaration fut vivement critiquée à l'étranger ; malgré la restriction finale, elle apportait tout de même apparemment sa caution à une politique sectaire que Trotsky allait qualifier comme celle de la " troisième période " et qui est pour toujours liée à la dénonciation du " social-fascisme " comme l' " ennemi principal ".

[6] Les deux paragraphes précédents furent également critiqués parce que trop conciliants à l'égard du stalinisme et évitant de critiquer de front l'idée du " socialisme dans un seul pays ". On peut en effet relever leur prudence dans le choix des mots.

[7] Cette phrase fut vivement critiquée non seulement à l'étranger, mais en U.R.S.S. même : elle semblait en effet admettre que les responsabilités du caractère " pénible " des rapports entre l'Opposition et la direction incombaient d'abord à l'Opposition – et impliquer également une sorte d'autocritique que nombre de militants n'acceptaient pas (l'utilisation d'une imprimerie clandestine, par exemple, avait été rendue nécessaire par l'interdiction de publier la plate-forme).

[8] Dès la rédaction de cette déclaration, achevée à Saratov le 22 août, Rakovsky fut, par représailles, transféré à Barnaoul.

[9] Additif aux noms des signataires publié par le Bulletin Oppositsii. A cette époque, V. V. Kossior était déporté à Pokrovsk et M. N. Okoudjava à Samarkand. Mouralov, Sosnovsky, Mdivani, Kavtaradzé étaient à la prison de Chéliabinsk, venant de Tara, Barnaoul, Orenbourg. Solntsev était à Pétropavlovsk ou Chéliabinsk (*). Dumbadzé était à Bakhsisaray, Veronika Kasparova à Kurgan, Vilensky-Sibiriakov à Viatka, Rafail (Farbman) à Tobolsk ou Turkansk (*), Karl et Rebecca Grünstein à Cherdyn, Lazlo à Orenbourg ou Turgai (*), B. Livshitz à Tulun, Palatnikov à Aktioubinsk, Netchaïev à Kolpachevo, Maliuta à Arkhangelsk.

RAFAIL (FARBMAN) était un ancien du C. C. du P. C. Ukrainien venu de l'Opposition ouvrière, Z. M. GERDOVSKY, l'ancien responsable de l'imprimerie clandestine. Ilya ROSENGAUS, un des anciens dirigeants de l'Opposition en Ukraine. Dimitri V. VILENSKY-SIBIRIAKOV (1888-193?) ancien menchevik rallié en 1917 au parti bolchevique, était un écrivain populaire.

(*) transfert opéré dans cette période, mais date précise non connue

[□] Extraits de l'introduction de P. Broué :

[...] la capitulation des trois [Radek, Préobrajenski et Smilga, déclaration du 10.07.1929] est trop éclatante pour ne pas provoquer certaines réactions de rejet. Ainsi, I. N. Smirnov et les siens condamnent ce qu'ils considèrent comme un reniement et reprennent dans les négociations les revendications même qui avaient été mises en avant par Préobrajensky. Surtout, il ne manque pas en

exil d'hommes qui sont prêts à demander leur réintégration dans le parti sur la base de la politique nouvelle du " tournant à gauche ", et qui veulent bien renoncer publiquement à toute activité fractionnelle, mais ils sont loin d'être tous prêts à renier publiquement leurs idées passées et présentes et encore moins à effectuer un geste qui signifierait de leur part l'approbation de la répression contre l'Opposition et en particulier de l'exil de Trotsky. Et c'est sur ceux-là que Khristian Rakovsky va miser en cherchant avant tout à les retenir sur la pente où ils risquent de glisser avec I. N. Smirnov en dépit de toutes ses bonnes intentions. De Saratov, où il en a discuté le texte avec ses camarades de déportation, Rakovsky envoie finalement le 22 août au comité central et à la commission centrale de contrôle une " déclaration " contresignée par V. V. Kossior et Mikhail N. Okoudjava.

Sur un ton très modéré, sous une forme soigneusement calculée, la déclaration affirme la détermination de l'Opposition de prendre toutes ses responsabilités en vue de la constitution d'un front unique dans le parti contre le danger de droite. Elle reste extrêmement ferme sur la revendication de libération immédiate et de réintégration dans les rangs du parti des oppositionnels emprisonnés et déportés.

On lui reprochera de ne pas condamner clairement la théorie du " socialisme dans un seul pays ", de rester ambiguë dans les questions, fondamentales, de la révolution internationale. Ceux qui la critiquent en disant qu'elle est tournée vers des hommes en train de prendre la fuite, mesurent-ils la gravité de la crise qui secoue l'Opposition ? La question est vite tranchée cependant dans la vie. D'abord, dans les colonies où elle circule au prix de gros efforts, la déclaration rassemble en quelques semaines un nombre important de déportés soulevés d'indignation par la " trahison " des trois : cinq cents signatures en trois semaines, dont celles de militants prestigieux, N. I. Mouralov, V. S. Kasparova, K. E. Grünstein, L. S. Sosnovsky. Elle coupe l'herbe sous les pieds des conciliateurs en train de glisser vers la capitulation, comme I. N. Smirnov, en démontrant " bonne volonté " et " esprit unitaire " face à la mauvaise foi des procureurs. Finalement, la capitulation de Smirnov, Boguslavsky, Mratchkovsky, Beloborodov et autres, en octobre, n'a pas le caractère infamant de celle de Radek et de ses partenaires : en outre, quand elle paraît, une nouvelle déclaration, datée du 4 octobre, marque le redressement de l'Opposition de gauche sous la direction de Rakovsky.

C'est que la brutalité de la fin de non-recevoir opposée par l'appareil à la déclaration d'août, les violentes attaques signées Iaroslavsky dans la Pravda, les représailles féroces exercées contre Rakovsky, enlevé de Saratov et déporté dans les conditions inhumaines de Barnaoul, contre Sosnovsky, envoyé dans les isolateurs de Chéliabinsk, puis Tomsk enfin – un vrai tombeau – achèvent de convaincre les authentiques hésitants, les conciliateurs sincères, les naïfs véritables : comme l'écrivait Rakovsky dans ses thèses d'août, c'est bien l'attitude vis-à-vis de l'Opposition de gauche, c'est-à-dire du régime du parti, de sa démocratie interne, de la démocratie ouvrière, qui est la pierre de touche de l'existence d'un véritable " tournant à gauche " permettant d'escompter un redressement du parti.

Lorsque Trotsky appose finalement le 25 septembre sa propre signature au bas de la déclaration de Rakovsky qu'il vient seulement de recevoir, il peut écrire à la fois qu'il est d'accord avec son contenu politique et qu'elle appartient déjà à un passé révolu. Commentant les événements des derniers mois sur la base de la correspondance d'U.R.S.S., Isaac Deutscher estime que le coup porté à l'Opposition a été rude : de huit mille membres – soit deux fois plus qu'au temps de sa semi-légalité dans le parti courant 1927 – qu'elle comptait en déportation au début de 1929, l'Opposition serait tombée à la fin de la même année à un peu plus de mille partisans seulement. Trotsky, lui, écrit à ses camarades que, même s'ils ne restaient que trois, l'essentiel est que subsistent le drapeau, le programme, l'avenir.

La crise politique de l'Opposition est terminée bien que les débats se poursuivent et que quelques capitulations isolées viennent s'ajouter à la longue liste de 1929. Ses épreuves ne le sont pas. Après que Radek et ses compagnons ont tracé entre l'Opposition et la fraction stalinienne au pouvoir le trait de l'abjection, Staline, lui, va tracer un trait de sang.